

nière énergie contre l'usurpation que l'on veut faire des droits de la langue française, contre le mépris que le Gouvernement montre à l'égard de cette langue, car il insulte par le fait même, dans ses sentiments les plus intimes, une des parties les plus importantes de la population canadienne.

L'honorable député d'Edmonton a prononcé un magnifique discours—je le répète—je dois le féliciter et le remercier au nom de la province de Québec et de tous les Canadiens français de ce pays. D'ailleurs, monsieur l'Orateur, n'a-t-on pas entendu, il y a quelques jours, dans la bonne vieille cité de Champlain, le prince de Galles, futur roi d'Angleterre, répondre en deux occasions, en excellent français, aux adresses qui lui étaient présentées par la population de la ville de Québec. Il est évident que les Anglais de l'autre côté des mers, que la famille royale d'Angleterre, comprennent mieux l'importance du français que certaines gens qui habitent le Canada. Sans doute le prince de Galles a voulu faire la leçon à certains de nos amis (?) de la province d'Ontario, particulièrement, qui, en toutes circonstances, ne manquent pas l'occasion d'injurier tout ce qui est français et qui prennent tous les moyens possibles pour faire adopter par cette Chambre des résolutions et des projets de loi tendant à faire disparaître la langue française. J'espère que la leçon que le prince de Galles a donnée à ces messieurs leur profitera et qu'ils comprendront que si l'on veut que le pays reprenne sa marche vers la prospérité; si l'on veut que le Canada devienne une nation et poursuive les destinées que la Providence lui a assignées, il faut que tous les Canadiens soient unis; il faut, comme je l'ai dit en d'autres circonstances, que les querelles de races et de religions cessent, il faut que nous pensions avant tout que nous sommes des Canadiens, que nous sommes ici pour y vivre et y mourir et que nous n'obtiendrons l'unité et la prospérité que lorsque tous nous comprendrons que nous sommes d'abord, toujours et par-dessus tout des Canadiens. Comme le disait l'honorable député d'Edmonton tout à l'heure, tout ce qui est canadien est nôtre. C'est bien bon de penser à sauver l'Empire; c'est bien bon d'aller sur les champs de bataille européens combattre pour la liberté des petits peuples, des petites nationalités; c'est bien bon d'avoir sacrifié au delà de soixante mille Canadiens, d'avoir mis le pays en banqueroute pour établir le règne de la paix et de la liberté en Europe, mais il faut aussi savoir respecter la liberté au Canada.

Monsieur l'Orateur, il y a actuellement dans les prisons du pays des jeunes gens

[M. d'Anjou.]

qu'on qualifie d'insoumis, parce que, prétend-on, ils ont violé la loi; mais quels sont ceux, en ce pays, qui ont donné l'exemple de la violation des lois? Y a-t-il eu un gouvernement, dans aucun pays du monde, qui a violé plus cyniquement les lois que le gouvernement actuel du Canada? Par conséquent, ce ne sont pas ces jeunes gens qui devraient être en prison, mais le ministère au complet et tous ceux qui ont supporté le parti unioniste et le supportent encore, ceux qui ont approuvé tout ce que le Gouvernement a fait, qui ont applaudi à la passation des lois les plus iniques et les plus préjudiciables au pays. Ce sont ces messieurs qui devraient être en prison, et tous ces jeunes gens, cultivateurs ou fils de cultivateurs, devraient être au travail sur la ferme pour augmenter la production des vivres destinés à nourrir la nation canadienne.

J'avais confiance que le gouvernement, dans le discours du trône, aurait une note indiquant son intention de cesser la chasse aux insoumis, de cesser de traquer ces jeunes gens dans les forêts les plus reculées et présenterait un projet de loi accordant une amnistie générale, car après tout ce ne sont pas des criminels, ils le sont moins que les membres du gouvernement. Ces jeunes gens, cultivateurs ou fils de cultivateurs, ont pensé qu'il était plutôt de l'intérêt du pays de continuer leur travail sur la terre pour donner la nourriture non seulement à la nation canadienne, mais aussi à nos soldats de l'autre côté des mers. Après tout, de quel crime sont-ils coupables, surtout après l'effort gigantesque que le Canada a fait volontairement? Dans un jeune pays comme le nôtre, avec la population que nous avons et le peu de ressources dont nous disposions, était-il raisonnable d'imposer la conscription, et après la guerre, alors que la paix est signée, de faire de ces jeunes gens des martyrs politiques?

Je n'ai pas l'intention de discuter le traité de paix maintenant. Quand la résolution du premier ministre reviendra devant la Chambre, je ferai les réserves que je croirai devoir faire.

A la dernière session, le gouvernement d'Union a créé une commission pour faire enquête sur le coût de la vie, c'est-à-dire pour tâcher d'atteindre les profiteurs. Comme le disait tout à l'heure le chef de l'opposition, il en est de celle-là comme de toutes les autres que le gouvernement a créées: des commissions pour ne rien faire. Pendant ce temps-là, le peuple meurt de faim et les entrepôts frigorifiques sont remplis de provisions de toutes sortes.